



EN SANTÉ :

Des solutions publiques

RENDENT LES
MÉDICAMENTS
ABORDABLES
POUR TOUS

Un régime pancanadien d'assurance-médicaments couvrirait tout le monde pour **moins cher**. C'est possible. Voir comment à l'intérieur.



Le saviez-vous ?



Le Canada est le seul pays développé **au monde** dont l'assurance-maladie universelle ne couvre pas également les médicaments d'ordonnance. Le Canada se classe 2^e pour le plus haut coût des médicaments, derrière les États-Unis. Nous payons les plus hauts prix au monde pour les médicaments génériques.



Le système canadien est fragmenté, inefficace et inéquitable. L'accessibilité varie d'une province à l'autre, d'un employeur à l'autre, et selon les revenus. Des millions de citoyens n'ont pas d'assurance-médicaments du tout.



Un Canadien sur 10 (soit 3,5 millions de citoyens) n'a pas les moyens de payer ses médicaments. Parmi ceux qui ont des assurances collectives au travail, plusieurs ont de la misère à payer leur franchise et leur part.



Les médicaments sont le 2^e poste budgétaire en importance dans les coûts de soins de santé canadiens, et celui-ci a augmenté en moyenne de 9 % par année depuis 1985.








La Nouvelle-Zélande s'est dotée d'une assurance-médicaments publique, avec achats en gros. Aujourd'hui, elle paie 84 % de moins pour ses médicaments génériques que le Canada. **Nous (patients, gouvernements, employeurs canadiens) pourrions économiser plus de 10 milliards de dollars par année.**

LES MÉDICAMENTS NE SONT PAS UN LUXE, MAIS UNE NÉCESSITÉ. TOUT LE MONDE DEVRAIT Y AVOIR ACCÈS ÉQUITABLEMENT, POINT FINAL.

Pour assurer l'accès universel aux médicaments, de bonnes pratiques d'ordonnance et des médicaments à bon prix pour tous, nous avons besoin d'un régime pancanadien d'assurance-médicaments.

La situation actuelle, avec des régimes privés et publics fragmentés, est inefficace, coûteuse et injuste. Voici pourquoi :

-  Votre emploi détermine si vous avez accès ou non à une assurance privée. Cette assurance est donc plus accessible aux hommes qu'aux femmes, aux temps pleins qu'aux temps partiels, aux hauts salariés qu'aux bas salariés.
-  Même avec une assurance privée, il faut payer la franchise et des frais qui augmentent constamment.
-  Au privé, les frais administratifs gobent plus de 20 % de la prime d'assurance, contre moins de 2 % dans le système public.
-  Des millions d'employés et de travailleurs autonomes n'ont pas d'assurances collectives ou d'autre assurance-médicaments.
-  Un système fragmenté n'a pas le même pouvoir de négociation qu'un État fédéral qui achèterait des médicaments en gros pour l'ensemble du pays.

Au Canada, les gens paient leurs médicaments beaucoup trop chers. Les citoyens qui n'en ont pas les moyens coupent leurs pilules, s'endettent ou se privent carrément de leur médication. Un régime pancanadien d'assurance-médicaments permettrait de réduire les coûts et d'augmenter l'accès pour tous.

Qu'attendons-nous ?



LES SOLUTIONS PUBLIQUES EN DONNENT PLUS, POUR TOUS ET POUR MOINS CHER.

Personne au Canada ne devrait avoir à choisir entre nourrir sa famille et faire remplir une ordonnance. Pourtant, ça arrive. Nous méritons mieux.

Nous exigeons du gouvernement fédéral qu'il agisse **tout de suite**.

Pour en savoir plus, visitez le :

scfp.ca/soins-de-sante-solutions-publiques
ou écrivez-nous à solutions-publiques@scfp.ca.

SCFP



0264-06-23-2017